

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2653>



Nous faire entendre, vite !

- Actualités -



Date de mise en ligne : mardi 9 octobre 2018

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Personne n'a pu y échapper : l'été a démarré avec la victoire de l'équipe de France masculine de foot et des scènes de liesse collective donnant l'illusion d'une cohésion nationale qui masque mal le racisme systémique du quotidien. On a pu croire un moment que cet épisode de glorification nationale allait pouvoir redorer le blason de Macron. Ce ne fut qu'une parenthèse dans la chute continue de sa cote de popularité. Oui, l'opinion est de plus en plus critique, défiante vis-à-vis du Président et de son gouvernement, qui ont continué à faire preuve d'arrogance et de mépris tout au long de l'été. Arrogance quand Macron se pense au-dessus des lois, prenant la défense inconditionnelle de son protégé Benalla, l'Élysée comme le Préfet de police n'hésitant pas à proférer des mensonges. Et il ne s'agit pas d'un cas isolé, les suspicions de délits liés au pouvoir ont fait les gros titres de la presse avec des procédures judiciaires pour conflit d'intérêt concernant Kohler, prise illégale d'intérêts pour Ferrand (ce qui ne l'empêche pas d'accéder au perchoir de l'Assemblée), corruption pour Darmanin sur fond de marchandage sexuel, casseroles immobilières pour Nyssen... Arrogance de ce pouvoir qui conforte ses ministres même englués dans des affaires judiciaires, et alors que le départ d'Hulot était l'occasion d'un remaniement. Macron promettait du nouveau, sa majorité est un mélange de « société civile » sans moralité et de recyclage politicien, qui porte à un niveau jamais atteint le mépris du bien commun.

Arrogance des annonces, cadeaux aux plus riches, casse de la protection sociale, racket sur la sécu, diminution des aides sociales, régression de l'assurance chômage, contrôle accru des demandeur-es d'emploi, réforme des retraites, attaques contre les Services Publics, contre les salarié-es... en bref, c'est la casse programmée de notre modèle social, issu du Conseil National de la Résistance et basé sur la solidarité ! Et les entourloupes du plan pauvreté n'effaceront pas une année de mesures antisociales et de déclarations pleines de mépris, pour les « ouvrières illettrées », ou « ceux qui ne sont rien », surtout quand on compare le budget alloué à ce plan au manque-à-gagner de la suppression de l'ISF. Arrogance d'un Président qui entretient des relations cordiales avec Israël, vend des armes à l'Arabie Saoudite, refuse d'accueillir l'Aquarius, stigmatise les migrant-es et les bénéficiaires des minima sociaux, poursuivant la banalisation des discours d'extrême droite, à l'heure où des violences racistes et fascistes se multiplient en Europe.

Comme l'écrit Edwy Plenel, nous sommes face à une « tentation de l'absolutisme présidentiel, faisant fi des oppositions, méprisées ou caricaturées, jamais entendues ni écoutées ». Alors puisque nous ne sommes pas entendu-es, nous allons crier plus fort ! Et les raisons ne manquent pas, y compris dans la Fonction Publique : annonces Cap 22 avec attaques contre les missions et le statut, suppressions de postes, poursuite du gel du point d'indice... Après l'université d'été rebelle et solidaire des mouvements sociaux, après les marches pour le climat, dans la continuité des luttes pour les services et les territoires, oeuvrons pour que le 9 octobre soit une étape de la mobilisation grandissante !

CÉCILE ROPITEAUX